

Les robots menacent moins le travail que la crise du capitalisme

PAR ROMARIC GODIN
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 10 AOÛT 2021



Une employée sur la ligne de production des «Petit Beurre» de la biscuiterie LU à La Haye-Fouassière, près de Nantes, en 2018. © Photo Loïc Venance / AFP

Dans un ouvrage paru à l'automne 2020 en anglais, l'historien de l'économie Aaron Benanav déconstruit l'idée que les technologies vont rendre le travail obsolète. Mais la réalité qu'il décrit, celle d'un capitalisme à bout de souffle, n'est pas plus réjouissante.

Quel avenir pour le travail? Cette question occupe les esprits depuis désormais plusieurs années. Avec la montée d'un discours qui peu à peu devient hégémonique: le travail deviendrait une rareté en raison des avancées technologiques. L'enjeu serait donc de permettre aux populations et aux économies de survivre à cette absence chronique de travail.

D'où les propositions qui fleurissent, à droite comme à gauche, de «*revenus de base*», parfois financés par une «*taxe sur les robots*», mais aussi parfois substitués aux aides sociales classiques. En 2017, Benoît Hamon à gauche avait défendu cette vision et il n'est pas exclu, en dépit de l'atonie du débat économique français actuel, que ces mesures renaissent sous cette forme ou sous d'autres.

Philippe Aghion, le grand défenseur de la «destruction créatrice», ne cesse ainsi de promouvoir une action de l'État pour soutenir les «perdants» de ce processus qu'il juge inéluctable et bénéfique. Il est donc envisageable que les partis de centre et de droite,

eux aussi, se saisissent des «inévitables effets de la technologie sur l'emploi» pour bâtir leurs programmes.



Aaron Benanav. © Mustafah Abdulaziz / New Statesman

Dans un tel contexte, il est indispensable de se référer au premier ouvrage d'Aaron Benanav, historien de l'économie et chercheur à l'université Humboldt de Berlin. Publié à l'automne dernier en langue anglaise aux éditions Verso, *Automation and The Future of Work* («L'automatisation et l'avenir du travail»), ce texte est un contre-pied salutaire qui déconstruit cette doxa en voie de constitution.

L'illusion d'optique de la technologie destructrice d'emplois

Pour l'auteur, l'idée que la désindustrialisation et le sous-emploi endémique s'expliquent par une accélération de l'automatisation et la technologie ne résiste pas aux faits. Car si tel était le cas, les pertes d'emplois s'accompagneraient d'une hausse des gains de productivité puisque l'automatisation permettrait de produire davantage avec moins de main-d'œuvre.

Or c'est bien l'inverse que l'on observe: depuis quatre décennies, la croissance de la productivité ralentit dans des proportions considérables, y compris dans le seul domaine industriel. «*Les taux de croissance de la productivité se sont effondrés précisément lorsque, selon les théoristes de l'automatisation, ils étaient censés augmenter rapidement en raison de l'avancée technologique*», résume Aaron Benanav

Ce phénomène de «*l'énigme de la productivité*», dont on a déjà parlé dans les colonnes de **Mediapart**, est, quoique largement ignoré des débats

politiques actuels, central pour la compréhension de l'économie contemporaine et de son avenir. Des auteurs comme Philippe Aghion tentent régulièrement de le minimiser, mais les faits sont têtus et il semble impossible que la rareté de l'emploi puisse s'expliquer par la robotisation de la production. Mais alors, d'où vient cette rareté? Comment expliquer la désindustrialisation qui, comme le souligne l'auteur, en ce qui concerne l'emploi n'est pas un phénomène propre aux pays avancés?

La réponse d'Aaron Benanav reprend en grande partie la thèse défendue par l'historien marxiste de l'économie Robert Brenner en 2005 dans son livre, également publié chez Verso, *The Economics of Great Turbulences*. Cet ouvrage, qui n'a pas été traduit en français, examinait l'évolution économique sur le temps long et arrivait à la conclusion que, depuis la fin des années 1960, l'économie mondiale connaissait une crise classique de surproduction.

Ce phénomène devient évident lorsque l'on observe dans le détail les causes de la perte d'emplois dans l'industrie dans un pays comme la France, que l'auteur utilise comme exemple. L'emploi augmente lorsque la croissance de la productivité est inférieure à celle de la production en volume. Alors, malgré la mécanisation de la production, cette dernière a besoin de davantage de force de travail.

Cela a été le cas en France entre 1950 et 1973 où, en moyenne, la production industrielle a progressé de 5,9 % par an et la productivité de 5,2 %, conduisant à une hausse de 0,7% de l'emploi industriel chaque année. Mais depuis 1973, la croissance de la production n'a été que de 0,9% par an. Dès lors, et même si la productivité annuelle n'a été que de 2,7%, plus de moitié moins que sur la période précédente, l'emploi, lui, s'est contracté de 1,7% par an. Cela permet de comprendre que la désindustrialisation de l'emploi est non pas produit par l'automatisation, mais par le ralentissement de la croissance de la production, autrement dit par une surproduction chronique.

«*Cette désindustrialisation par la production*» se retrouve au niveau mondial et ne peut donc s'expliquer par la technologie, même si, bien sûr, la productivité

y a contribué. Mais uniquement parce que les gains de productivité s'épuisent moins vite que la croissance de la production. C'est donc une illusion d'optique qui fait croire que les technologies détruisent l'emploi. Ce qui détruit l'emploi, c'est bien le manque de ressort de la production. «*Les vagues globales de désindustrialisation trouvent leurs origines non pas dans la fuite en avant technologique mais d'abord et avant tout dans une surcapacité croissante en biens manufacturés sur les marchés mondiaux*», résume Aaron Benanav.

Les causes de cette surcapacité sont à trouver dans la dynamique de la concurrence internationale. Les pays européens et le Japon ont commencé dans les années 1960 à concurrencer les États-Unis sur le plan industriel par des stratégies de bas coût, puis ce sont les pays en développement et la Chine qui sont entrés dans la danse.

La mondialisation a conduit à un développement de nouvelles capacités industrielles et la demande en biens n'a pas pu suivre. Et pour cause, pour répondre à cette concurrence, les pays les plus riches ont fait pression sur les salaires, développé les emplois de service faiblement rémunérés, multiplié les dettes et réduit les investissements. Le cercle vicieux du néolibéralisme ne pouvait mener qu'à une crise structurelle permanente du capitalisme contemporain.



Une employée sur la ligne de production des «Petit Beurre» de la biscuiterie LU à La Haye-Fouassière, près de Nantes, en 2018. © Photo Loïc Venance / AFP

Là encore, le développement inédit de la Chine ou la résistance industrielle de l'Allemagne, souvent présentés comme des modèles, ne doivent pas tromper: ils ne sont que le pendant des désindustrialisations états-uniennes ou françaises. En fait, ces «succès» ont été acquis par un *dumping* salarial qui a aggravé le

problème en multipliant les capacités de production tout en pesant toujours davantage sur les revenus des salariés.

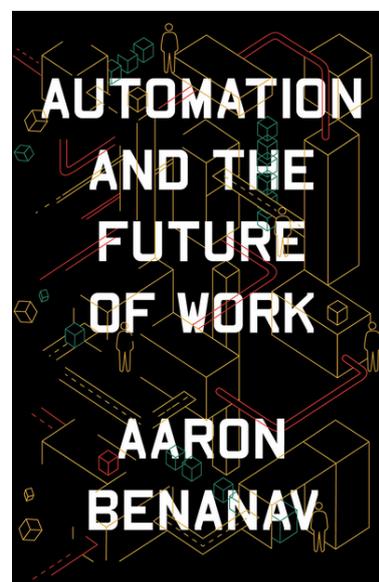
Dans un tel contexte, la faiblesse endémique de l'inflation au niveau mondial, en dépit même de l'action massive des banques centrales, ne doit pas surprendre: elle est le symptôme de cette crise de surproduction. Comme l'est le sous-emploi désormais endémique dans le monde entier, sous des formes diverses: faible participation au marché du travail, développement du temps partiel, chômage de masse chronique.

Sortir par le haut de l'impasse

Pour sortir de cette impasse qui ne pourra être qu'aggravée par l'actuelle crise sanitaire, Aaron Benanav juge que les méthodes keynésiennes classiques ont fait la preuve de leur inefficacité ces dernières années : les politiques monétaires comme budgétaires ont échoué. L'ampleur de la surproduction industrielle est telle que les stimuli keynésiens ne permettent pas de relancer l'investissement et de soutenir les salaires. Au contraire, les entreprises préfèrent utiliser ces fonds sur les marchés financiers.

La conclusion d'Aaron Benanav est sans appel: « *Plutôt que d'essayer de relancer le moteur de la croissance par le stimulus keynésien, nous avons besoin de repenser le cadre que nous utilisons pour allouer les travailleurs à la production.* » Autrement dit, chercher à parvenir au plein emploi par un rééquilibrage de l'offre et de la demande semble un pari perdu d'avance, car nous sommes sans doute à ce point décrit par Keynes où le capital est tellement accumulé « *qu'il cesse d'être rare* ».

Mais contrairement à ce que croyait l'économiste de Cambridge, cette situation n'a pas conduit à une société d'abondance.



Aaron Benanav, "Automation and The Future of Work". © DR

Dans ce cas, un simple «*New Deal*» ne suffit plus, il faut modifier l'organisation économique globale. Mais cela suppose une confrontation globale avec le capital, toujours prompt à jouer sa propre «grève» par le chantage à l'emploi et au désinvestissement. Mais l'on est, dès lors, et déjà, dans autre chose que du keynésianisme classique, et c'est ce qui explique les limites de plans comme ceux de Joe Biden.

L'autre proposition examinée par Aaron Benanav est celle du revenu de base universel et inconditionnel (RBI). Même si l'auteur peut convenir de certaines vertus à cette disposition, il estime que l'absence de réalité au discours qui, souvent, justifie ce revenu de base, l'automatisation généralisée comme source de la rareté du travail, réduit la crédibilité d'un RBI «de gauche» pour mener la transformation nécessaire de la société.

En effet, si effectivement la technologie remplaçait réellement le travail humain, alors la question centrale serait celle de la «*distribution*» de la richesse, et le RBI pourrait être utile. Mais si l'on suit la logique d'Aaron Benanav, la question centrale est différente: elle repose sur la production et sur la capacité du système de production actuel à créer des emplois.

Alors, un revenu de base ne réglerait rien. L'argent distribué servirait à soutenir les profits des entreprises sans régler l'usage qui est fait de ces profits. On risque donc de se retrouver ici dans la même impasse que pour les politiques keynésiennes: le soutien à la demande ne conduirait nullement à régler l'actuelle surcapacité industrielle. Les décisions finales d'investissements seraient laissées aux capitalistes qui les prendraient dans leur intérêt. Dans le meilleur des cas, le revenu de base «*donnerait du pouvoir aux travailleurs sans ôter le pouvoir aux capitalistes*», précise Aaron Benanav. Autrement dit: il renforcerait surtout les capitalistes dont les dépenses aujourd'hui dépendent surtout des marchés financiers et des rentes diverses, immobilières ou numériques. Il faudrait donc, là aussi, pour parvenir aux objectifs des défenseurs du «RBI de gauche» en passer par une socialisation des décisions d'investissement. Mais alors, à quoi bon un revenu universel?

Dépasser la rareté

On l'aura compris, pour Aaron Benanav, le seul moyen de sortir de l'impasse est de réorganiser entièrement la production autour d'une logique de dépassement de la rareté («*post scarcity*»). Dans la mesure où le travail n'est pas devenu «obsolète» et n'a pas vocation à l'être, mais où la dynamique capitaliste semble condamner ce dernier à être rare ou fragmenté, il convient d'inverser la logique. Il propose donc de partir des besoins collectifs pour répartir le travail nécessaire. Ce n'est plus alors la logique du profit qui décide de l'attribution de l'emploi, mais celle du bien commun, prenant en compte les besoins mais aussi les limites écologiques et sociales.

Le point de départ d'une telle société est donc démocratique, elle repose sur la prise de contrôle de la production par la société elle-même, explique l'auteur. «*Seule une conquête de la production qui parviendra finalement à ôter le pouvoir de contrôler les décisions d'investissement des capitalistes et, donc, à rendre la grève du capital inopérante, peut ouvrir la voie à un avenir de dépassement de la rareté.*»

Mais modifier ce contrôle modifie aussi l'usage de la technologie, laquelle, nous rappelle Aaron Benanav, n'est jamais «neutre», mais le fruit du mode de production. Plutôt que d'attendre de la technologie capitaliste qu'elle détruise le travail, il propose d'utiliser la technologie pour organiser une société d'abondance. «*L'abondance n'est pas un seuil technologique à atteindre, c'est plutôt une relation sociale fondée sur le principe que les moyens d'existence d'un individu ne seront jamais en jeu dans ses relations avec les autres*», résume l'auteur.

La «*post scarcity*» d'Aaron Benanav qui s'inspire de Thomas Moore, de W.E.B. Du Bois, d'Étienne Cabet, mais aussi de Marx et de Keynes avec la *Lettre à nos petits-enfants*, n'est pas sans évoquer le «communisme» auquel certains réfléchissent de ce côté de la Manche, comme Bernard Friot et Frédéric Lordon. Comme eux, il estime qu'une telle société passe par une forme de contrainte sur certaines tâches, mais il va clairement plus loin en estimant qu'une telle «*réorganisation des travaux nécessaires rend possible un monde de don gratuit*», autrement dit une forme d'abolition monétaire.

Les «récompenses» pour les tâches nécessaires mais ingrates ne seraient plus alors financières, mais «temporelles»: on travaillerait moins. Cette position peut paraître théorique, mais, du moins, elle ouvre la possibilité de sortir de la loi de la valeur, indispensable à une authentique sortie du capitalisme en se débarrassant de la question du «financement».

Le livre d'Aaron Benanav est sans doute sujet à maintes réserves. Son idée que le revenu universel pourrait être une forme de «*solution de repli*» est contestable si l'on reconnaît l'incapacité de la réforme du capitalisme. Sans doute peut-on aussi juger le chapitre utopique trop peu précis, mais si, comme l'auteur, on peut considérer que «*sans une vision claire du monde à venir, il est facile de se perdre le long du chemin*», on ne doit pas non plus oublier qu'une vision trop précise et étroite, ne laissant donc pas de place à l'histoire et à l'activité humaine, est souvent contre-productive.

Cet ouvrage est donc doublement important: d'abord parce qu'il dresse un bilan lucide de la situation présente, et détruit les illusions technophiles de droite comme de gauche. Ensuite, parce qu'il en tire les

conséquences quant aux moyens de sortir de la crise actuelle. Le travail n'est sans doute pas condamné, mais pour devenir vraiment libre, il doit changer de nature et non pas disparaître dans un monde tout automatisé.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.